

Changer les



Ardent défenseur de la propriété collective, le PTB a remis sur la table le débat sur les nationalisations d'entreprises en 2013, lors de l'annonce de Mittal d'abandonner l'outil sidérurgique liégeois. Nous avons demandé à Raoul Hedebouw, parlementaire PTB, quels sont les enjeux importants en la matière et comment son parti envisage la mise en place d'une nationalisation de certains secteurs clefs de notre économie.

■ **En termes de rapport à la propriété, quelle distinction faites-vous entre une entreprise publique, une nationalisée et une entreprise privée ?**

Aujourd'hui, nous avons largement intégré le fait que les moyens de production sont privatisés et n'appartiennent plus aux travailleurs. Mais dans la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, les moyens de production étaient collectifs. Tous les outils qui servaient à chasser, l'habitat... tout était collectif. Ce n'est que dans la dernière période de notre histoire humaine, à l'arrivée du capitalisme, que les moyens de production sont passés dans les mains du privé. Une grande partie de la population n'a plus de moyens de production. Je ne mets pas en cause ici la propriété privée (posséder une voiture, une maison...) mais bien le fait que des centaines de milliers de personnes dépendent des moyens de production d'une petite couche d'actionnaires. Par exemple, le géant de la Grande distribution Walmart compte à elle seule 1,2 millions de salariés ! Autant de personnes qui n'ont pas de moyens de production. Tous les matins, ils viennent travailler dans une société dont leur propre chaise, la machine à café... appartiennent à Walmart. Derrière ce rapport de moyen de production, il y a un rapport de domination qui est important. Le travailleur n'a rien à dire sur la raison pour laquelle il produit, de quelle manière, dans quelles conditions... Les travailleurs sont entièrement dépossédés.

■ **La propriété privée induit donc un rapport de domination ?**

En ce qui concerne la propriété privée des grands moyens de production, il y a un rapport de domination, de violence forte. On signe un contrat et puis pendant des années, on donne le droit à quelqu'un d'autre de décider de ce qu'on va faire de notre journée. On trouve cela banal aujourd'hui mais ça paraît quand même incroyable de ne pas pouvoir donner son avis sur ce qu'on produit.

■ **Et dans le cas de la propriété publique ?**

Tout dépend du type de propriété publique. Revenir à la RTT (Régie des Télégraphes et Téléphones) de l'époque, dans laquelle on avait une hiérarchie très bureaucratique, est exclu. Je préfère d'ailleurs le terme de « socialisation » à celui de « nationalisation ». Il traduit mieux la volonté de rendre social les moyens de productions, avec le concours d'une démocratie participative sur le plan politique et sur le plan économique.

■ **Vous pensez que c'est applicable ?**

Economiquement, la socialisation de grands moyens de production comme les télécoms, l'énergie, les moyens de transports est possible. Il manque simplement la volonté politique de le faire. La période n'y est

rappports de force dans l'entreprise

pas propice, les idées libérales ont pris le dessus mais on pointe aujourd'hui des îlots de résistance en Amérique latine et dans le sud de l'Europe.

Il faut avoir un débat sur les formes que pourraient prendre les socialisations. Certains secteurs plus petits se prêtent très bien au modèle coopératif. Par contre, pour les grands secteurs systémiques, je pense qu'une propriété étatique se prête mieux parce qu'elle permettrait un débat démocratique. La faillite du système bancaire nous l'a démontré. La crise de 2008 a montré que des décisions privées, prises dans des conseils d'administration, ont eu une répercussion sur l'ensemble de nos vies. C'est anti-démocratique et injuste qu'un petit groupe de gestionnaires décide de notre sort.

■ Comment s'organiserait le contrôle citoyen dans un tel système ?

On ne peut pas rêver notre monde futur uniquement avec des mesures administratives. Ce qu'on veut construire, c'est un monde où le peuple et les travailleurs se prennent eux-mêmes en charge. Je suis convaincu, et on le voit à l'échelle micro actuellement, que plein de structures participationnistes vont se mettre en place d'elles-mêmes. Les organisations syndicales en font partie mais aussi les comités de quartiers par exemple. Ces derniers pourraient devenir des comités de villes. Toutes ces structures sont à construire avec les gens. Il faut que les gens reprennent confiance en eux et qu'ils se disent qu'ils peuvent gérer la cité.

■ Certains associent le PTB au communisme de l'Est, où l'Etat fort nationalise certes, mais où le citoyen n'a plus son mot à dire...

Cela a été l'une des erreurs du communisme appliqué à l'Est. Il faut combattre les tendances à la bureaucratisation. Et une des manières de le faire, c'est de continuer à mobiliser le peuple et lui permettre d'avoir un contrôle sur ses élus. L'irrévocabilité des élus durant toute une législature me dépasse. On est censé rendre des comptes tous les jours au peuple. La participation citoyenne qui existe déjà dans l'associatif, dans le monde des coopératives au niveau micro doit être élargi au niveau sociétal. Internet est un outil formidable pour consulter la population sur les décisions ou propositions politiques.

■ Chez nous, certains secteurs ont été partiellement ou totalement privatisés (la Poste, la SNCF, le

secteur de l'électricité...). Quelles sont les conséquences de ces privatisations, pour les usagers et pour les travailleurs ?

Un ensemble de services rendus par ces opérateurs n'étaient pas rentables au sens « pour un euro investi, combien j'en reçois en retour ? ». Par exemple, la rentabilité économique d'un postier qui prend le temps de discuter avec les personnes qu'il croise pendant sa tournée est nulle. Pourtant, la rentabilité sociale de ce travail est importante. Au travers de cet exemple, ce sont deux visions de la société qui s'opposent, une qui choisit la pure rentabilité, l'autre qui laisse la place au temps de la vie.

Au niveau européen, la Commission veut poursuivre cette privatisation. Ils veulent résoudre en partie la crise économique en allant rechercher les 15% de part de marché qui appartiennent encore au public et les injecter dans le privé. Dans le domaine des soins de santé aux personnes âgées, les directives européennes prônent une libéralisation complète. Dans l'enseignement également, on va vers un modèle où un service public résiduel donnera des modules de base, et les sociétés privées proposeront elles-mêmes leurs modules complémentaires en fonction des besoins du marché. On va vers une marchandisation complète de l'enseignement avec des enjeux économiques mais aussi démocratiques évidents. L'accès de tous à la connaissance est fondamental.

■ Etes-vous pour une suppression du modèle de l'actionariat ou alors pour une régulation ?

L'idée qu'on gagne sa vie au travers de l'exploitation de quelqu'un d'autre est quelque chose qui m'est hostile dans ma vision de société. L'actionariat en est la forme juridique. Evidemment, on veut faire croire aux gens que tout le monde peut être actionnaire. Mais le petit actionnaire d'Electrabel ou de GDF suez n'a rien à dire, il n'a pas le même pouvoir que Gérard Mestrallet (PDG Engie, ex GDF Suez). L'actionariat est une forme de rapport entre êtres humains qui doit être banni dans une société future.

■ On entend dire que sans l'argent des actionnaires, la machine ne pourrait pas tourner ...

C'est l'histoire de la poule et de l'œuf : certaines personnes pensent que le capital a pré-existé au travail. C'est faux ! C'est l'inverse et le capital est le résultat du travail. Sur terre, la richesse provient de deux sources : le travail des hommes et la nature. Une

→ action n'est pas une richesse en soi, elle gère un transfert de richesse mais celle-ci est produite par des scientifiques qui inventent des nouvelles technologies, par des travailleurs qui les mettent en application... Ce sont les heures de travail qui produisent la richesse.

Plutôt que d'enrichir les actionnaires, cette richesse accumulée par les travailleurs pourrait très bien être mise de côté pour améliorer les conditions de travail. On ne doit pas nécessairement tout consommer. Par exemple, on pourrait décider de mettre 50% de la production nationale d'énergie de côté pour améliorer la performance énergétique et être écologiquement plus durables.

C'est bien les travailleurs qui créent la richesse, c'est d'ailleurs pour cette raison que l'on ressent une crispation des patrons au moment des grèves. C'est le moment où les travailleurs rappellent aux patrons que sans eux, ils ne sont rien, il ne peuvent rien produire.

■ **Comment les travailleurs peuvent-ils prendre part aux décisions de l'entreprise ?**

Différentes formes peuvent coexister, tout dépend du secteur d'activité. On construira notre modèle de société avec ce que le capitalisme nous aura légué, et on ne sait pas de quoi nous allons hériter. Certains traits généraux peuvent tout de même être dégagés.

La participation citoyenne est importante et pour ce faire, il faut donner du temps aux travailleurs. Si on veut que les gens participent à la gestion de l'économie, il faut leur donner le temps de s'instruire, d'en débattre...

Aujourd'hui, ce pouvoir de réflexion est laissé

au quasi monopole des ingénieurs et des actionnaires. Il faudra organiser le temps de travail différemment pour que tous les travailleurs puissent se cultiver pour participer à la prise de décision. L'accès à la culture, à la connaissance scientifique, à la connaissance démocratique est donc un axe important.

Il faut également mettre en place des modes de gestion démocratiques au sein des entreprises. Des petites structures (coopératives de vente au détail ou agricole...) peuvent être mises en autogestion mais pour les grandes structures, je préfère une structuration de société de type étatique parce que ce sont des

secteurs qui vont concerner tout le monde. Sur des secteurs plus systémiques, je pense qu'il faut structurer une démocratie plus grande, à l'échelle de la nation voir même à l'échelle européenne.

■ **Les syndicats aujourd'hui défendent l'emploi mais pas nécessairement les nationalisations. Quel regard portez-vous sur cette position syndicale ?**

Le rôle des organisations syndicales comme défenseur des intérêts des travailleurs est un rôle historique qui est positif et qui s'est construit du fait l'absence de conventions collectives. C'est logique qu'ils axent aujourd'hui leur travail principalement sur la défense de l'emploi.

Dans les organisations syndicales, il y a différentes tendances idéologiques : certains s'accommodent de la société capitaliste et souhaitent la corriger légèrement et d'autres souhaitent davantage de changement. Ce débat n'est pas neuf mais il est vrai qu'actuellement le discours dominant est celui de l'adaptation du système existant. C'est un constat que j'espère voir évoluer à l'avenir... On est évidemment favorable à la sortie du paradigme du capitalisme, à réfléchir à une alternative. Je regrette que ce débat ne soit pas suffisamment présent mais je note tout de même, depuis les six dernières années, une évolution sur l'ouverture à ce type de débat. Utiliser le mot « capitalisme » en 2007, était automatiquement associé au radicalisme de gauche. Aujourd'hui, ce mot est devenu banal, il y a une évolution au niveau de l'opinion publique et syndicale. C'est à nous de maintenir cet élan de réflexion.

■ **Quand on exprime l'idée de vouloir un autre système que le capitalisme, on est très vite taxé d'utopiste. Comment parvenez-vous à convaincre les gens ?**

Dans la plupart des projets réalisés aujourd'hui, il y a à la base une utopie. Ça ne me dérange pas d'être associé à un utopiste. On veut un autre projet de société qui sort des sentiers battus. La communication est très importante pour faire passer nos idées. Notre communication s'adresse aux citoyens et pas aux autres politiques. Par exemple, on a mené une campagne sur la taxe des millionnaires. Au-delà de l'aspect budgétaire dénoncé, le but était de recréer un imaginaire collectif : en Belgique, certaines personnes ne souffrent pas de la crise. Il faut mettre un visage sur ces millionnaires. Parce qu'aujourd'hui, on explique souvent qu'il n'y a plus véritablement de centre de décision et qu'on ne sait plus qui sont les capitalistes. C'est faux ! Les multimillionnaires représentent 2% de la population. Ils existent !





Arcelormittal - © Ptb.be

■ **Si vous étiez au pouvoir, comment mettriez-vous en place les différentes étapes pour arriver à une meilleure participation citoyenne ?**

Ce qui est difficile, c'est qu'on ne conçoit la socialisation que dans un contexte où le peuple est en automobilisation, comme en Grèce par exemple. C'est difficile de savoir quelle sera l'évolution du peuple dans son autonomisation. Je suis convaincu que si les classes sociales reprennent confiance en elles, elles pourront créer des structures démocratiques adaptées. Par exemple, on pourrait mettre en place des comités de participation dans les entreprises ; des conseils d'entreprise dans lesquels les travailleurs pourraient réellement décider. Ou des organisations syndicales qui ne sont pas là que comme un contre-pouvoir mais auxquelles on donnerait également un pouvoir de gestion, avec des élections sociales plus régulières que tous les quatre ans. Tout cela va se créer spontanément. La question c'est : est-ce que le pouvoir politique en place donnera du pouvoir à ces structures ? Tout dépendra des rapports de force politiques existants à ce moment-là, on ne peut pas tout prédire à l'heure actuelle.

■ **Pouvez-vous nous donner des exemples de nationalisation ou de renationalisation qui fonctionnent ?**

Les exemples existent. Le retour de la chaîne publique ERT en Grèce est une belle victoire. Les six chaînes privées grecques ont toutes appelé à voter Oui au référendum du 5 juillet concernant l'austérité. Seule la chaîne publique a donné une information équilibrée. Au Venezuela, c'est le secteur du pétrole qui a été partiellement nationalisé. Ce qui a permis de capter une partie de la rente pétrolière vers les secteurs sociaux (écoles dans les bidonvilles...).

En Belgique, on a procédé à une fausse nationalisation dans le cas de la banque Belfius. On l'a limitée à trois ans, le temps d'éponger les pertes. Malheureusement, la logique aujourd'hui c'est de socialiser les pertes et de privatiser les profits... ▼

**Interview réalisée par
Claudia Benedetto et Muriel Vanderborght**

Questions subsidiaires

■ **Vous revenez de Grèce (le 8 juillet, 3 jours après le référendum), qu'avez-vous ressenti sur place ?**

On ressent chez le Grecs un grand sentiment de fierté d'avoir tenu tête aux institutions. Ils ont dû beaucoup lutter et n'ont pas cédé aux tentatives de manipulation. En même temps, on perçoit un sentiment d'angoisse et l'attente d'une solidarité européenne. Nous sommes interdépendants, notre économie dépend de l'Europe, notre patronat est devenu européen. Face à ces données, il faut que la gauche se structure au niveau européen. A ce niveau, nous avons beaucoup de retard.

■ **Pensez-vous que la résistance des Grecs aux politiques d'austérité européennes pourrait faire tache d'huile et amener d'autres peuples à s'y opposer ?**

Si les gens voient qu'avec un parti comme Syriza, on défend les intérêts des gens et qu'un rééchelonnement de la dette est possible, cela va donner du crédit aux autres partis européens de la même mouvance. Beaucoup de gens ouvrent les yeux, se rendent compte qu'il y a un problème. Même des économistes comme Stiglitz ou Krugman ont conseillé aux Grecs de voter Non à l'austérité.

■ **Est-ce une opportunité pour un parti comme le vôtre ?**

Bien sûr, mais c'est une opportunité à ne pas manquer. Ce type de débat peut mener à des dérives, les gens pourraient être séduits par les propos de l'extrême droite qui veut constamment remettre en cause les institutions européennes. La gauche accuse un sérieux retard en ce qui concerne les questions européennes et est trop longtemps restée sur les réalités nationales. Nous devons nouer des contacts au niveau européen. De notre côté, nous intensifions depuis plus d'un an les contacts internationaux, notamment avec Syriza et Podemos en Espagne. C'est aussi via le Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne et de la gauche verte nordique du parlement européen que ces contacts s'opèrent.